

18.07.2025

La dilution au lieu de l'unité :

Moins d'Europe dans les nouvelles propositions de la Commission européenne

Les propositions financières actuelles de la Commission européenne laissent craindre que la cohésion européenne perde en vigueur. Si, à l'avenir, le budget agricole est en concurrence avec d'autres secteurs et que les États membres décident de manière dominante et individuelle par exemple de la répartition nationale des fonds alloués au développement rural et aux performances environnementales, l'Union européenne risque de se transformer en un patchwork européen disharmonieux. Cela entraînerait des inégalités et des incertitudes croissantes, en particulier pour les agriculteurs et agricultrices.

Tant que les producteurs ne disposeront pas sur le marché de conditions-cadres équitables, leur permettant de couvrir leurs coûts, ils resteront les grands perdants d'une telle restructuration financière. L'European Milk Board (EMB) exige depuis toujours que de telles conditions de marché équitables soient créées au niveau politique. Au vu des nouvelles propositions financières, l'EMB réitère d'autant plus cette demande.

Les réformes entreprises jusque-là par la Commission européenne en vue de l'Organisation commune de marché ne sont qu'un début, à condition de ne pas les édulcorer davantage. Mais il faut aller plus loin. Les producteurs laitiers européens attendent encore beaucoup de la Commission européenne, du Conseil et du Parlement en ce qui concerne l'obligation contractuelle pour les coopératives, l'instauration d'un instrument de crise comme le [Programme de Responsabilité face au Marché](#), [l'obligation de pratiquer des prix rémunérateurs sur le marché](#) ainsi que le renforcement des groupements de producteurs par le biais du relèvement net des seuils de regroupement.

Les citoyens européens ont besoin d'une politique agricole commune pour assurer la souveraineté alimentaire et la durabilité dans l'Union. Un cadre de marché solide, commun et équitable est indispensable à cet égard. Des dérogations résultant sur une édulcoration des mesures et une fragmentation par le transfert des décisions au niveau national auraient l'effet inverse et affaibliraient l'Union. Il est temps d'adopter une solution européenne commune qui renforce tous les agriculteurs et les agricultrices, ainsi que la société dans son ensemble.

[<<< back](#)